



Chaque début d'année, nous entendons ce qui va changer. En fait, personne ne sait ce qui nous attend concrètement en 2020. Mais nous pouvons toutefois spéculer sur les dix choses qui vont de nouveau nous accompagner, nous et notre économie, durant cette nouvelle décennie. Il y a d'abord cette jeune Suédoise qui a déjà causé l'un ou l'autre dilemme aux adultes

l'an dernier. En 2020, cette question épineuse **(1)** provoquera des discussions dans les familles, mais aussi ailleurs, pour savoir si on peut faire une escapade en avion sans avoir trop mauvaise conscience – comme quoi la honte de prendre l'avion. Si celle-ci nous conduit ensuite à Barcelone ou à Venise, la question du surtourisme va aussi rapidement se poser **(2)**. Nul besoin aujourd'hui de partir dans des contrées lointaines, il suffit de poser le regard sur Interlaken, Lucerne ou le Titlis. L'an dernier, nous avons eu un petit avant-goût de ce qui nous pend encore au nez, lorsque le groupe de voyage de la société cosmétique Jeunesse Global a transporté d'un coup 4000 visiteurs chinois à Lucerne, dans 95 autocars, à l'image d'un navire de croisière. En tout, le groupe ne comptait pas moins de 12 000 personnes. Elles ont dû être aiguillées au travers des hauts lieux touristiques en trois vagues. Non pas que Donald Trump **(3)** ait un avis à tweeter à ce sujet, mais il va de nouveau semer le trouble, ce qu'il a déjà fait en début d'année, en ordonnant l'assassinat du général iranien Soleimani. Donald Trump n'en restera pas là, car il recherche des gros titres positifs à court terme et continuera de mettre délibérément les pieds dans le plat par ailleurs. La poudrière du Proche Orient **(4)** fera également les gros titres cette année. La guerre en Syrie entre dans sa dixième année, celle au Yémen bientôt dans sa cinquième année, Israël préférera poursuivre sa politique de colonisation contestée plutôt que de rechercher la moindre réconciliation avec les Palestiniens.

La nouvelle présidente de la Commission européenne von der Leyen va certes agir différemment de son prédécesseur sur certains points. Ainsi, elle va prochainement se rendre en Grande-Bretagne, ce que son prédécesseur avait consciencieusement évité de faire, mais cela n'améliorera en rien la situation en Europe. Une Europe unie **(5)** est toujours aussi inaccessible qu'il y a près de dix ans, lors de l'éclosion de la crise de la dette. Le mot-clé qui nous permet de nous tourner vers l'économie. Les dettes publiques exorbitantes **(6)** restent tout en haut de l'agenda politique, mais celle-ci ne s'en souciera pas le moins du monde. Tant que les marchés financiers restent cois, si rien ne se passe ou que l'on applaudit même quand les dettes échappent à tout contrôle, comme ce fut le cas après la réforme fiscale américaine, aucun gouvernement ne devrait sérieusement accélérer la consolidation des finances publiques. La politique continue sans doute toujours de rêver d'un boom de l'économie

mondiale et d'une hausse de l'inflation, le moyen indolore et éprouvé pour réduire quelque peu l'endettement réel de l'Etat. La faible croissance mondiale **(7)** ne devrait guère suffire à cet effet en 2020. Elle sera à peu près aussi faible qu'en 2019. Peut-être devrions-nous vraiment faire preuve de sérieux et mesurer notre prospérité autrement qu'avec une comptabilité nationale qui commence à dater. Il en va de même de l'inflation **(8)**, qui en 2020 ne mérite plus ce nom, car les prix (mesurés) ne vont guère augmenter, comme ce fut déjà le cas au cours de la décennie précédente. Et c'est ainsi que la voie est libre pour les taux d'intérêt nuls **(9)** tout autour du globe. Pour la Suisse, cela ne signifie pas zéro mais moins, cette année encore, nous ne nous déferons pas des taux négatifs **(10)**, car les autorités monétaires ne devraient guère se demander en 2020 si leur politique monétaire expansionniste est vraiment efficace ou n'entraîne pas des effets secondaires indésirables. Ce qui va vraiment changer en 2020 - du moins pour nous en Europe - ce sont les modalités du Championnat d'Europe de football. Pour la première fois, celui-ci se disputera dans douze pays différents. Les matchs se tiendront notamment à Bakou ou à Bilbao, distantes de 60 heures de voiture et de 5500 kilomètres. Greta ne devrait guère apprécier cet événement pendulaire.

Martin Neff, chef économiste de Raiffeisen

Mentions légales importantes

Ceci n'est pas une offre

Les contenus publiés dans le présent document sont mis à disposition uniquement à titre d'information. Par conséquent, ils ne constituent ni une offre au sens juridique du terme, ni une incitation ou une recommandation d'achat ou de vente d'instruments de placement. La présente publication ne constitue ni une annonce de cotation ni un prospectus d'émission au sens des articles 652a et 1156 CO. Seul le prospectus de cotation présente les conditions intégrales déterminantes et le détail des risques inhérents à ces produits. En raison de restrictions légales en vigueur dans certains Etats, les présentes informations ne sont pas destinées aux ressortissants ou aux résidents d'un Etat dans lequel la distribution des produits décrits dans la présente publication est limitée.

Cette publication n'est pas destinée à fournir au lecteur un conseil en placement ni à l'aider à prendre ses décisions de placement. Des investissements dans les placements décrits ici ne devraient avoir lieu que suite à un conseil approprié à la clientèle et/ou à l'examen minutieux des prospectus de vente contraignants. Toute décision prise sur la base de la présente publication l'est au seul risque de l'investisseur.

Exclusion de responsabilité

Raiffeisen Suisse société coopérative fait tout ce qui est en son pouvoir pour garantir la fiabilité des données présentées. Cependant, Raiffeisen Suisse société coopérative ne garantit pas l'actualité, l'exactitude et l'exhaustivité des informations divulguées dans la présente publication.

Raiffeisen Suisse société coopérative décline toute responsabilité pour les pertes ou dommages éventuels (directs, indirects et consécutifs) qui seraient causés par la diffusion de cette publication ou de son contenu, ou liés à cette diffusion. Elle ne peut notamment être tenue pour responsable des pertes résultant des risques inhérents aux marchés financiers.

Directives visant à garantir l'indépendance de l'analyse financière

Cette publication n'est pas le résultat d'une analyse financière. Par conséquent, les «Directives visant à garantir l'indépendance de l'analyse financière» de l'Association suisse des banquiers (ASB) ne s'appliquent pas à cette publication.
